



● **Économiste à la fois libéral et souverainiste, il n'a été bizarrement que très peu souvent interrogé alors même que le débat sur l'euro battait son plein.** « La Une », le journal qui fait parler les talents passés sous silence est allé l'interroger. Quelques jours seulement après le passage à l'euro, le président de l'Association pour l'Indépendance Monétaire de la France, Jean-Jacques Rosa, professeur à Sciences-Po, croit possible un retour en arrière, vers des monnaies différentes, après l'inévitable constat d'échec... Quel homme politique aurait ce courage ? Selon Jean-Jacques Rosa, il faudrait un homme politique nouveau, à la fois souverainiste et libéral... On y revient... Au fait aux dernières nouvelles, Rosa est un des principaux conseillers économiques d'un certain Charles Pasqua.

**Comment pouvez-vous affirmer que l'euro soit un contre-sens économique ?**  
La théorie des zones monétaires optimales montre que certaines conditions sont à respecter pour que plusieurs pays aient intérêt à

## Jean-Jacques Rosa : un économiste se lève contre la propagande de l'euro

avoir une seule monnaie plutôt que plusieurs. Il faut, par exemple, une mobilité complète du travail et du capital, facteurs de production. Les pays doivent être proches géographiquement, une différence de dimension importante entre eux est préférable. Ils doivent avoir aussi une structure économique semblable ou voisine.

Or, quand on regarde les économies européennes qui font partie de l'« Euroland », la zone euro, on s'aperçoit que tous ne sont pas de bons candidats à faire partie d'une même zone monétaire. En revanche, il existe une zone monétaire optimale entre l'Allemagne et ses voisins de petites dimensions, Belgique, Pays-Bas, Autriche, etc. Mais l'Italie, l'Espagne et la France n'ont pas intérêt à être dans une même zone monétaire que l'Allemagne. En effet ce sont des économies de dimensions assez voisines et il existe entre elles des barrières importantes au mouvement du facteur travail. Les structures économiques sont différentes. Les secteurs d'activité dominants ne sont pas les mêmes en Irlande, en Espagne, en France, en Allemagne.

Ainsi, quand on n'a pas ces caractéristiques de zones monétaires optimales, il est avantageux d'avoir une politique monétaire nationale. Cela permet de modifier le taux de change en cas d'accidents de conjoncture. Si l'on a à faire face à une phase de récession, on peut laisser le change se déprécier, ce qui stimule l'appareil productif. Au contraire si l'on a une phase de surchauffe, on peut laisser le change s'apprécier ou l'aider à s'apprécier, ce qui va calmer l'activité économique dans le pays. Or nous voyons bien aujourd'hui que les conjonctures sont très différentes. L'Irlande, le Portugal, l'Espagne sont encore dans une assez forte croissance, par rapport à l'Allemagne qui rentre presque déjà en récession, à la France qui est au bord de la récession, etc. Pourtant, du fait de la monnaie unique, on va être obligé d'appliquer la même politique monétaire, le même taux de change, le même taux d'intérêt à ces pays aux conjonctures très différenciées. Voilà pourquoi l'euro est un contre-sens économique.

**Certains pays vont-ils être défavorisés par rapport à d'autres ?**

Tous vont être défavorisés. Actuellement il faudrait, en Allemagne, une politique qui laisserait baisser les taux d'intérêt plus fortement et qui laisserait baisser le deutsche mark, y compris vis

à vis des autres pays européens de façon à freiner leur ralentissement, d'éviter en partie la récession. En même temps, l'Irlande aurait besoin d'une monnaie forte et de taux d'intérêt élevés, pour calmer une machine économique qui a quelques tentations inflationnistes. Ce sont deux politiques diamétralement opposées... Alors que fait la Banque Centrale Européenne ? Elle est obligée d'adopter une politique intermédiaire, située entre la politique qu'il faudrait pour l'Allemagne et la politique qu'il faudrait pour l'Irlande. Cette politique intermédiaire ne convient vraiment ni à l'Allemagne ni à l'Irlande. Donc, à un moment donné, aucun pays n'a la politique monétaire adéquate. Par conséquent, il y a une inadaptation permanente de la politique monétaire aux conjonctures nationales.

**Quels conséquences l'euro va-t-il avoir sur les économies européennes ?**

L'existence de l'euro ne permet plus de lutter efficacement contre les fluctuations conjoncturelles. C'est ennuyeux car lorsqu'un choc conjoncturel se produit, les gouvernements nationaux n'ont plus le moyen de l'amortir. Ils n'ont plus la possibilité de manipuler leur taux de change, ils ne peuvent pas manipuler leur taux d'intérêt, on leur interdit aussi de s'ajuster par la politique budgétaire. Donc les gouvernements sont désormais sans influence aucune sur leur conjoncture. Ils sont à la merci d'un choc un peu brutal. Mais le cas le plus dangereux pour un pays serait celui où il subirait un choc conjoncturel fort alors que ses voisins ne subiraient pas le même choc. Dans ce cas-là, il n'a plus aucun moyen de s'ajuster. Il n'y a plus d'amortisseur.

**Le passage à l'euro ne permet-il pas de faire face à la puissance économique américaine ?**

Je ne vois pas comment. J'ai l'impression que c'est du domaine du mythe. On nous avait dit, par exemple, que l'euro allait jouer un rôle international très rapidement, aussi important que le dollar. On n'a jamais vu cela dans l'histoire monétaire. Les monnaies qui ont obtenu un rôle très important dans les transactions internationales sont des monnaies de très grands pays qui ont mis souvent un siècle ou plusieurs décennies avant d'atteindre cette position. Il est donc invraisemblable que l'euro prenne une place très importante. De fait, on s'aperçoit que l'utilisation de l'euro, dans les tran-

sactions internationales, ne dépasse pas ce qui était l'utilisation préalable du deutsche mark, du franc, de la peseta et de la lire.

**Mais à long terme peut-être... ?**

Où nous en reparlerons dans un siècle. Dans l'immédiat cela n'a pas eu le succès que nous annonçaient les partisans de l'euro. Car les transactions économiques s'effectuent en euro depuis janvier 1999. Pour le reste, je ne vois pas ce que signifie faire face aux États-Unis ou au dollar. Je ne vois pas ce que les États-Unis tirent du rôle international du dollar. Au contraire, une grande monnaie de réserve internationale peut être un fardeau plutôt qu'un avantage. Cela oblige le pays à suivre des politiques monétaires qui ne sont pas toujours adaptées à sa situation économique. Car il y a beaucoup d'acteurs internationaux qui sont engagés dans sa monnaie et qui lui demandent des comptes.

À propos de la monnaie unique européenne, on a dit aussi qu'il allait y avoir des émissions financières en euro extrêmement abondantes. En réalité, là encore cela n'a pas dépassé ce qui était l'utilisation des monnaies nationales européennes avant la fusion en euro. Donc effet à peu près nul sur le plan international.

**Dans les pays européens l'euro n'est-il tout de même pas un gage de stabilité monétaire ?**

Monétaire, je ne crois pas. L'euro fluctue par rapport aux autres monnaies internationales, le dollar, le yen... On nous avait dit que la mise en place de l'euro interdirait les dévaluations compétitives. À l'intérieur de l'Europe c'est vrai mais qu'a fait l'euro lui-même ? Il a été déprécié de plus de 20 % en quelques mois par rapport au dollar, depuis sa mise en place en 1999 !

On a dit aussi - cela c'était de la pure propagande - que l'euro allait mettre l'Europe à l'abri des crises boursières. Or les bourses européennes ont baissé comme Wall Street, dans les derniers mois.

On nous a dit que l'euro allait garantir une conjoncture de croissance particulièrement forte en Europe. On voit bien aujourd'hui que c'est faux...

Donc il ne s'agit que d'arguments de propagande qui n'ont aucun fondement dans l'analyse économique.

**Un grand état n'a-t-il pas plus de poids au niveau international ?**

Quand on est dans une configuration de guerre comme la seconde guerre mondiale ou la guerre froide, là les grands états ont un avantage. Mais aujourd'hui ou voit bien que quand un grand état se confronte à un petit pays, il n'est pas toujours certain de l'emporter, les États-Unis au Vietnam, l'URSS en Afghanistan... La vision du gigantisme étatique est une vision du passé. Beaucoup d'hommes politiques restent persuadés qu'un état ne peut être fort et ne peut jouer un rôle que s'il a de grandes dimensions, comme les États-Unis. Cela, à mon avis, est une vision du passé. C'était vrai en 1930, en 1940, en 1950 mais cela n'est pas vrai en 2002. On voit aujourd'hui que de petits États de multiples alignés que de grands États, comme l'URSS, se démontrent.

Les hommes politiques veulent construire un grand état européen car ils sont obsédés par la puissance des États-Unis. Et pour cela, ils sont prêts à vous raconter n'importe quoi sur l'Europe. C'est de la propagande.

Ce qui est vrai, par contre, c'est qu'une fois que l'on a une monnaie unique, cela crée une pression pour créer derrière un état unique. En effet cela crée des déséquilibres économiques dans les États membres - cela supprime les amortisseurs. Les États-Unis, eux, peuvent avoir une monnaie unique car ils ont un état fédéral qui est capable de redistribuer de l'argent entre les états en croissance et les états en récession. Mais nous en Europe, nous n'avons pas cet état central. Donc beaucoup de gens commencent à dire qu'il faudrait le créer. Quand on a une monnaie unique cela conduit à un engrenage de dépression forte que l'on a créé, pour mettre en place un état central.

Mais je crois qu'il serait très dangereux, d'un point de vue libéral, de construire une super-structure supplémentaire, en dessus des États nationaux. Nous avons déjà en Europe des États nationaux très pesants, très lourds. Alors pourquoi construire un état supplémentaire ? Les partisans de la construction d'un État européen prétendent qu'il va remplacer les États nationaux. Je n'en crois rien. Je n'ai jamais vu de construction étatique ou administrative qui se traduise, par ailleurs, par des allègements administratifs. Un état européen serait un état de plus en Europe où nous avons déjà trop d'état.

Propos recueillis par Céline Colomb